



ÉCONOMIE & ENTREPRISE



Le 1^{er} janvier 1993, des habitants du village de Scheibehard (Bas-Rhin) fêtent l'ouverture de la frontière avec l'Allemagne. JEAN-PHILIPPE KSIAZEK/AFP

PLEIN CADRE

Les 30 ans contrariés du **marché unique**

En janvier 1993, la libre circulation des biens, services, personnes et capitaux était instaurée en Europe. Si ses bénéfices commerciaux sont incontestables, elle a eu des effets contrastés selon les régions



Des heures et des heures d'attente à l'arrière de la voiture.» Lorsqu'il pense à l'Europe d'avant la fin des frontières, Marco Noci-velli se souvient d'abord de la patience dont il fallait s'armer pour passer d'un pays membre à l'autre, comme entre la France et l'Italie. « Certains véhicules étaient fouillés, il fallait montrer ses papiers, toujours prévoir de la marge. Et c'était pire encore pour les produits que nous fabriquons : des certifications différentes étaient exigées par chaque capitale, une sacrée paperasse », se remémore le PDG d'Epta, un spécialiste italien du matériel de réfrigération commerciale.

Créée par son père dans les années 1960, cette entreprise familiale est aujourd'hui implantée dans la plupart des pays européens. « Mais, depuis quelques mois, notre site anglais a toutes les peines du monde à exporter à cause du retour des frontières lié au Brexit. Cela nous rappelle un peu brutalement comment le marché unique, dont le Royaume-Uni est sorti, a simplifié notre quotidien. »

Il y a trente ans, en janvier 1993, la libre circulation des biens, services, personnes et capitaux était instaurée entre les Etats membres de l'Union européenne (UE). Objectif : renforcer un peu plus l'intégration de leurs économies, amorcée en 1951, au sortir de la seconde guerre mondiale, avec la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

« Depuis trois décennies, le marché unique constitue le fondement de l'UE », se félicitait Margrethe

Vestager, vice-présidente exécutive de la Commission européenne, le 3 janvier. Le commissaire au marché intérieur, Thierry Breton, lui, définit sa création comme un « électrochoc ». « Il a donné à l'Europe les moyens de façonner, enfin, son destin politique et économique », a-t-il déclaré à Prague, début décembre 2022.

CONVERGENCE DES PRATIQUES

Beaucoup d'experts se montrent plus nuancés. A l'exemple de Cinzia Alcidi, du Centre d'études politiques européennes, un institut de réflexion bruxellois : « L'instauration du marché unique a eu des bénéfices énormes, mais il n'a pas apporté que du bon. » « Il a aussi suscité des déceptions et reste fragmenté dans certains domaines, comme le numérique ou les capitaux », reconnaît André Sapir, économiste au centre de réflexion bruxellois Bruegel.

Côté bénéfiques, la fin des frontières et des barrières non tarifaires – comme la reconnaissance mutuelle des normes – a fluidifié les échanges et permis aux grandes entreprises, qui ont été les premières à en profiter, d'engranger des économies d'échelle.

« Nous avons connu des décennies de prospérité avec le marché unique, grâce auquel nous avons développé nos exportations en Europe, puis, lorsque nous avons été suffisamment grands, au-delà », se réjouissait, mi-janvier, lors d'un petit déjeuner de la chambre franco-allemande de commerce et d'industrie, Boris Lombard, président de KSB France. Né en 1871 en Allemagne, son groupe, qui fabrique des pompes et vannes pour le BTP, s'est ensuite installé dans l'Hexagone, en Italie, dans les pays nordiques, en Amérique et en Asie.

Même son de cloche chez Loxam, un loueur tricolore de matériel de BTP, aujourd'hui présent dans une trentaine d'Etats. «*Ça n'a l'air de rien, mais l'harmonisation des normes nous permet d'acheter les mêmes machines pour l'ensemble des pays européens où nous sommes implantés*», détaille Stéphane Hénon, son directeur général. Des groupes comme le sien, qui réalise 60 % de son chiffre d'affaires hors de France, ont pu sortir de leurs frontières grâce à cette convergence des réglementations et des pratiques.

Les chiffres macroéconomiques l'attestent : le marché unique a fait bondir les échanges de biens de 109 % entre Etats européens, et ceux de services de 58 %, selon le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii). «*Le marché unique a durablement gonflé le produit intérieur brut des pays membres de 4 % à 6 % en moyenne*», ajoute Vincent Vicard, économiste au Cepii, auteur d'une note sur le sujet en 2018. De surcroît, il a bénéficié aux consommateurs. Ainsi, une étude de la fondation Bertels-

« Si les multinationales ont été les grandes gagnantes, certaines TPE se sont fait laminer »

LUC HENDRICKX
membre de SMEunited

mann datée de 2019 a évalué le gain à 840 euros en moyenne par habitant de l'UE et par an.

Toutefois, ces moyennes masquent une grande hétérogénéité selon les pays, régions et entreprises. «*Si les multinationales ont été les grandes gagnantes, certaines TPE, notamment dans le commerce de détail, se sont en revanche fait laminer par la concurrence, que le marché unique a exacerbée*», juge Luc Hendrickx, de SMEunited, la fédération européenne des PME.

«*Il est vrai que, pour nos PME traditionnelles, dans le textile ou l'agriculture, les débuts ont été un peu rudes, d'autant que, avec l'euro, le Portugal a perdu la possibilité de dévaluer sa monnaie pour gagner en compétitivité-prix, confirme Paulo Vaz, de l'Association des entreprises du Portugal. Cela nous a contraints à jouer sur d'autres leviers et à monter en gamme. Avec le recul, cela a été pour le mieux : les PME qui ont tenu sont maintenant plus fortes.*»

Est-ce à dire que le marché unique a accéléré la désindustrialisation de l'Europe du Sud, dont celle de la France ? «*C'est un procès trop facile : la Grèce ou le Mezzogiorno italien [le sud de la Péninsule] étaient empêtrés dans des problèmes structurels bien avant cela, et d'autres phénomènes ont joué au même moment, comme la concurrence accrue de la Chine*», explique André Sapir.

Peut-être. Nombre d'économistes estiment néanmoins qu'il a intensifié la spécialisation des Etats et les «*effets d'agglomération*». A savoir la concentration de l'industrie européenne sur la dorsale courant de la mer Baltique au nord de l'Italie, en passant par l'Al-

lemagne, l'Autriche et une partie des pays de l'Est, ainsi qu'autour de certaines grandes villes. «*Cela s'est fait au détriment d'une série de régions, notamment à la périphérie, qui se sont dépeuplées et désindustrialisées sans que les fonds structurels européens parviennent à compenser ces effets négatifs*», estime David Cayla, économiste à l'université d'Angers. Convergences nationales, divergences régionales, en somme.

A cet égard, l'Europe de l'Est est un cas d'école. «*En 2004, l'intégration de la Pologne et ses voisins dans l'UE et la fin des frontières ont déclenché un formidable décollage de la croissance et de l'industrie, notamment grâce à l'afflux d'investissements venus de l'Ouest*», reconnaît Dominik Owczarek, de l'Institut des affaires publiques, un cercle de réflexion indépendant de Varsovie.

TENTATION DES AIDES D'ÉTAT

Seulement, ces investissements ont surtout été le fruit de grandes entreprises, notamment allemandes, qui ont tiré parti de la main-d'œuvre à bas coût (et souvent de la fiscalité plus légère) pour y installer leurs usines. «*Maintenant, nous avons toutes les peines du monde à sortir de ce modèle : le marché unique a cimenté la division du travail industriel entre l'Est et l'Ouest*», regrette-t-il.

«*Il y a eu une convergence économique Est-Ouest, mais aucune convergence des modèles sociaux, à notre détriment*», corrobore le Hongrois Laszlo Andor, secrétaire général de la Fondation européenne d'études progressistes et ancien commissaire européen à l'emploi (2010-2014). En outre, l'industrie s'est concentrée à

En Europe de l'Est, la fuite massive des cerveaux est aujourd'hui un frein au développement de la zone

l'ouest de ces pays – près de la dorsale européenne –, creusant l'écart avec l'Est, où se concentre la pauvreté.

S'ajoute à cela la libre circulation des personnes, elle aussi à double tranchant. «*Je fais partie de la génération qui en a profité : contrairement à celle de mes parents, j'ai pu sortir librement du pays pour étudier et apprendre des langues*», témoigne Oldrich Sklenar. Jeune chercheur tchèque à l'Association pour les affaires internationales, un centre d'étude indépendant sis à Prague, il a suivi une partie de ses études à Bruxelles, en Erasmus.

Si, au milieu des années 2000, la fuite massive des cerveaux a contribué à faire baisser le chômage à l'Est – très élevé, notamment en Pologne –, elle est aujourd'hui un frein au développement de la région. «*La pénurie de profils qualifiés dans certains secteurs, en particulier la médecine, est vertigineuse*», résume Laszlo Andor. Avant même le début de la guerre en Ukraine, fin février 2022, la Pologne employait déjà près de 1,5 million d'Ukrainiens sur son sol, pour compenser les 2 millions de Polonais partis en Allemagne ou au Royaume-Uni.

C'est dire s'il reste beaucoup à faire pour améliorer le fonctionnement du marché unique. D'autant que son principe même est aujourd'hui menacé par la tentation, au sein de certains Etats membres, d'instaurer des aides d'Etat pour contrer l'inflation Reduction Act, le grand plan protectionniste du président des Etats-Unis, Joe Biden, visant à soutenir les industries vertes nationales. *« Cela pourrait créer des distorsions de concurrence entre pays membres, d'autant que certains, comme l'Allemagne, disposent de bien plus de moyens budgétaires pour soutenir leurs industries »*, observe Vincent Vicard.

DE PLUS EN PLUS DE NORMES

Cependant, l'Europe tient aussi là la chance de mettre à jour son logiciel. *« En vérité, cela fait déjà un moment qu'elle est sortie du paradigme néolibéral, dont le seul but était de faire tomber les obstacles entre Etats »*, souligne Eulalia Rubio, chercheuse à l'Institut Jacques Delors, un centre de réflexion européen.

En effet, l'UE produit de plus en plus de normes, environnementales et numériques, s'imposant également à l'extérieur. Et se montre davantage solidaire avec le grand plan de relance européen. *« Mais elle peut aller plus loin encore dans le renforcement du rôle de l'Etat »*, juge M^{me} Rubio. *« Même en Allemagne, la politique industrielle n'est plus un gros mot »*, ajoute de son côté Patrick Brandmaier, directeur général de la chambre franco-allemande de commerce et d'industrie.

Lui veut croire que les pays membres, à commencer par le duo franco-allemand, sauront trouver une réponse commune afin de soutenir leurs industries, sans renoncer au marché unique. Et, surtout, construire des champions européens dans les batteries ou l'hydrogène susceptibles de tenir tête aux Américains comme aux Chinois. *« Peut-être, mais si créer de tels champions ne s'accompagne pas d'une véritable politique d'aménagement du territoire et de compensations efficaces pour les régions délaissées, le marché unique continuera de faire des perdants »*, prévient David Cayla. ■

MARIE CHARREL